

NON à la fermeture des collèges

Badiou et Bellefontaine

Pour le droit à l'éducation, au travail, à un logement décent dans les quartiers populaires



Jeudi 19 janvier, enseignants et personnels non enseignants seront en grève pour s'opposer au projet dit « de mixité sociale » qui projette la fermeture de deux collèges.

La CGT appelle à participer aux mobilisations contre ce projet. Nous nous opposons à la fermeture progressive de deux collèges de quartier, Raymond Badiou (anciennement la Reynerie) et Bellefontaine, via une affectation des 6e vers des collèges de centre-ville et de banlieue dits "favorisés", dès la rentrée prochaine pour Badiou et la suivante pour Bellefontaine.

La situation des quartiers populaires n'est plus à décrire : un taux de chômage de 40%, un taux de pauvreté supérieur à 50% et la ségrégation sociale qui s'aggrave. La population y est deux fois plus jeune mais elle est bien plus qu'ailleurs assurée d'être sacrifiée et sans avenir.

Le Mirail, malgré des « rénovations successives » est un quartier particulièrement dégradé et déserté par les services publics, comme en témoigne la récente fermeture de la maison des solidarités de Bellefontaine.

Les politiques d'éducation prioritaire qui avaient comme objectif de « donner plus à ceux et celles qui ont moins » ont été largement insuffisantes et sans réelle ambition pour assurer l'égalité réelle. La logique de marché dans l'éducation conduit à la mise en concurrence des établissements, avec notamment le contournement de la carte scolaire, par le biais des dérogations et le siphonnage des établissements privés qui sont l'outil de sélection par l'argent. Par exemple, en Haute Garonne les collèges privés n'accueillent que 11% des élèves issus de milieux dits « défavorisés ».



Prenant prétexte de ce constat, le conseil départemental de Haute Garonne et le Rectorat ont décidé dans une grande précipitation de mettre en place des mesures dites de « mixité sociale » tout en affichant une pseudo-concertation.

Le message passé aux familles est que dans leur quartier, on ne peut pas apprendre convenablement, et que pour ce faire elles doivent aller ailleurs. Ceci au mépris des innombrables actions menées dans ces collèges par les enseignant-es, qui, trop souvent freiné-es par le manque de moyens, se démènent afin d'offrir aux élèves des portes vers l'ouverture au monde, et à leur épanouissement... dans leur quartier. Ce qui est sûr en tout cas, c'est que les enfants passeront un temps considérable dans les transports pour traverser la ville (dans le projet il y a un collège d'accueil à Tournefeuille, un autre à Balma !!) A croire que le Conseil départemental ignore qu'il existe des embouteillages à Toulouse !

Enfin, si le projet est vraiment de reconstruire des collèges dans des quartiers moins enclavés, pourquoi ne pas attendre la construction effective des nouveaux établissements ?

Comme tous les autres services publics, la conclusion est qu'en Haute-Garonne, la mixité sociale se traduit en réalité par l'exclusion du droit à l'école de proximité pour tous et l'accentuation de la ségrégation !

Dans le quartier de la Reynerie, les parents se mobilisent : pétition, rassemblement, distribution de tracts. Beaucoup disent : « la fermeture du collège, c'est la mort du quartier », car ils sont conscients que le collège assure de plus un vrai lien social.

La CGT revendique un service public national d'éducation qui garantisse un même droit à l'éducation et l'égalité des droits dans tous les quartiers, dans toutes les régions !

***Pour le droit à étudier, apprendre, vivre et travailler au Mirail
comme ailleurs, non à la ségrégation et à l'exclusion !***

Toulouse métropole se targue de vouloir redonner de l'attractivité au quartier du Mirail. Pour l'instant on voit surtout d'importantes démolitions et des plans de reconstruction.

Dans ce vaste chantier de restructuration du quartier, le projet actuel de « mixité sociale » au collège ne serait - il pas un élément d'une « opération marketing » de valorisation des appartements qui pour l'instant ne trouvent pas preneurs, en faisant miroiter aux éventuels acquéreurs une scolarisation à Fermat de leurs enfants sans avoir besoin de contourner la carte scolaire ? La question est légitime.



Pour la CGT, les objectifs réels d'un projet plus global, se révèlent de jour en jour : Toulouse métropole avec la complicité du Conseil départemental, met en place une politique bien connue dans les grandes métropoles européennes et mondiales. Il s'agit de vider le quartier de ses habitants actuels en les repoussant toujours plus loin dans la périphérie.

Les questions sociales ne peuvent être résolues seulement par l'Ecole. La CGT dénonce les politiques d'austérité successives qui ne cessent de creuser les inégalités, d'augmenter la précarisation et la paupérisation des classes populaires et de diminuer les services publics. Elle dénonce le désengagement de l'État dans les quartiers populaires, et ce depuis des décennies, notamment par la fermeture des services publics de proximité, par une stigmatisation des populations vivant dans ces quartiers, surtout celles issues de l'immigration, par un abandon de l'entretien des quartiers qui entraîne une dégradation des logements, des espaces publics.

**Au Mirail comme ailleurs portons haut et fort les revendications de la CGT
sur les salaires, le plein emploi, contre la précarité et pour la défense des services publics**

**RASSEMBLEMENT JEUDI 19 JANVIER :
12H DEVANT LA PREFECTURE
16 H PLACE ABBAL**